



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE GENERALE



Distr.
GÉNÉRALE
A/32/347
16 novembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Point 27 de l'ordre du jour

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

Rapport de la Commission politique spéciale

Rapporteur : Mlle Ruth DOBSON (Australie)

1. A sa 69ème séance plénière, le 15 novembre 1977, l'Assemblée générale a décidé, conformément à la décision prise à sa 5ème séance plénière, le 23 septembre 1977, que les organisations dont les noms suivent devraient être entendues par la Commission politique spéciale dans le cadre de l'examen du point 27 de l'ordre du jour intitulé "Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain" :

- a) Conseil québécois de la paix;
- b) Comité permanent de la Conférence internationale contre l'apartheid, le racisme et le colonialisme en Afrique australe;
- c) National Alliance against Racist and Political Repression;
- d) National Conference of Black Lawyers;
- e) Mouvement panafricain de la jeunesse;
- f) Conseil mondial de la paix.

2. Dans une lettre datée du 15 novembre 1977 (A/SPC/32/5) adressée au Président de la Commission politique spéciale, le Président de l'Assemblée générale a prié la Commission de donner aux organisations énumérées ci-dessus la possibilité de présenter leurs vues à la séance du mercredi 16 novembre, dans la matinée, et de faire rapport à ce sujet dès que possible.

3. Conformément à la décision susmentionnée de l'Assemblée générale, la Commission politique spéciale a tenu sa 25ème séance le 16 novembre et a entendu les déclarations de M. Vassos Lyssarides, secrétaire général du Comité permanent de la Conférence internationale contre l'apartheid, le racisme et le colonialisme en Afrique australe, de Mme Charlene Mitchell, secrétaire exécutif de la National

Alliance against Racist and Political Repression, de M. Romesh Chandra, président du Conseil mondial de la paix, de M. Cuenther Drehfuhr et de M. Abe Feinglass, membres de la délégation du Conseil mondial de la paix, de M. Lennox Hinds, directeur national de la National Conference of Black Lawyers, et de M. Generali Ulimwengu, représentant du Mouvement panafricain de la jeunesse. Les textes de ces déclarations sont reproduits dans le compte rendu sténographique de la séance (A/SPC/32/PV.25).

4. A la même séance, la Commission a décidé, conformément à la demande du Président de l'Assemblée générale mentionnée au paragraphe 2 ci-dessus, de présenter un rapport à l'Assemblée générale à ce sujet.
